



L'économie

Avec la conjoncture économique des dernières années, l'Abitibi-Témiscamingue demeure sans conteste une région où l'exploitation des ressources naturelles occupe une place importante. Dans le cadre de ce portrait, l'activité économique régionale sera analysée sous l'éclairage de la croissance économique ainsi que de la conjoncture des principaux secteurs d'activités. Quelques lignes seront dressées quant aux perspectives qui s'annoncent au cours des prochains mois.

Un léger ralentissement de la croissance économique

En Abitibi-Témiscamingue, le produit intérieur brut en dollars courants (PIB) est estimé à 4,4 milliards de dollars, en hausse de 2,6 % en 2006. Au Québec, le PIB progresse plus vite que dans la région (4,2 %). De pair avec la Côte-Nord et le Nord-du-Québec, l'Abitibi-Témiscamingue compte parmi les trois régions à enregistrer les plus faibles hausses du PIB en 2006. Il s'agit d'un ralentissement, la croissance du PIB régional ayant été de 6,8 % en 2005. Cela positionnait la région bien au-dessus de la croissance alors notée dans la province (4,0 %). La concentration de l'industrie forestière sur le territoire (exploitation et fabrication de produits en bois et papiers) peut expliquer en partie le ralentissement de la croissance économique en Abitibi-Témiscamingue.

EN DEUX MOTS

► **Dans la région, l'année 2006 se caractérise par une décélération de la croissance qui contraste avec la situation observée en 2005. Le PIB a augmenté de 2,6 % en 2006, après une hausse de 6,8 % en 2005.**

► **Les particuliers jouissent du meilleur marché de l'emploi depuis des années et la croissance des salaires est bien présente.**

► **Les dépenses de consommation seront stimulées par l'entente sur l'équité salariale pour les travailleurs de la fonction publique ainsi que les taux d'intérêt relativement bas. Cette conjoncture favorable devrait soutenir la demande intérieure.**

Au cours des dernières années, le secteur de la production de biens a généré, en moyenne, 40 % du PIB de la région. Cette contribution est plus importante qu'à l'échelle québécoise. Le secteur des services contribue quant à lui au PIB de la région à hauteur de 60 %. Selon les plus récentes données régionales disponibles, la production de biens et le secteur des services ont vu leur PIB augmenter respectivement de 7,5 % et 6,4 % entre 2004 et 2005.

Un revenu personnel à la hausse

En 2006, le revenu personnel – c'est-à-dire l'ensemble des revenus avant impôt des particuliers – atteint 4,1 milliards de dollars en Abitibi-Témiscamingue. Par rapport à 2005, il est en hausse de 3,5 % contre 4,3 % au Québec. Quant au revenu personnel disponible – c'est-à-dire l'ensemble des revenus après impôt des particuliers – il atteint 3,1 milliards de dollars en 2006 dans la région, ce qui correspond à une hausse de 3,9 % par rapport à 2005 (4,4 % au Québec). Toutefois, le taux de croissance obtenu en tenant compte de l'évolution des prix* est de 2,0 % pour le revenu personnel et de 2,4 % pour le revenu personnel disponible en Abitibi-Témiscamingue en 2006.

Dans la région, l'accroissement du revenu personnel en 2006 s'explique par l'augmentation des revenus relatifs au travail (2,6 %), des revenus de placement (6,4 %) ainsi que des transferts courants en provenance des administrations publiques (5,8 %). La hausse des revenus relatifs au travail est attribuable à l'augmentation de la rémunération des salariés et au revenu net des entreprises individuelles non agricoles. Les revenus nets des exploitants agricoles ont, quant à eux, enregistré une diminution substantielle de 16 %. Le début des versements des prestations du Régime québécois d'assurance parentale ainsi que des versements de la prestation du nouveau programme de soutien aux enfants explique l'augmentation des transferts gouvernementaux.

Note : Le produit intérieur brut (PIB) représente la valeur totale des biens et des services produits à l'intérieur des limites géographiques d'un territoire donné. Le PIB par région administrative consiste à additionner les revenus des facteurs générés par l'activité de production, c'est-à-dire les revenus représentant le visioires.

* L'indice des prix des dépenses personnelles en biens et services (calculé à l'échelle provinciale uniquement) est utilisé pour «dégonfler» le revenu personnel.

La conjoncture économique

Période charnière pour l'industrie agricole

La diminution du nombre de fermes et la création de grandes entreprises agricoles sont à l'ordre du jour. En 2006, la région comptait 785 fermes gérées par 1 175 exploitants agricoles. La crise du revenu combinée aux aléas de la crise de la vache folle a amené de nombreux producteurs à investir pour agrandir la superficie de leur ferme, et ce, afin de maintenir ou d'accroître leurs revenus. Selon les estimations provisoires de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), le revenu net des exploitants agricoles a été en diminution constante, passant de 11,4 M\$ en 2004 à 5,8 M\$ en 2006. En 2004, après une forte diminution des immobilisations en agriculture, ces dernières se sont redressées en 2005, pour totaliser 20,2 M\$ en 2006. Les prévisions pour 2007 indiquent le maintien des immobilisations.

Quant au revenu tiré des livraisons des biens fabriqués par le secteur de la fabrication d'aliments, il totalise 133 M\$ en 2004, en hausse de 5,5 % par rapport à 2003. Globalement, l'ensemble de l'industrie bioalimentaire génère 8 300 emplois répartis dans l'agriculture, la transformation, le commerce de gros et de détail ainsi que la restauration. Le bioalimentaire représente 13 % des emplois occupés de la région.

À surveiller, l'amélioration des marchés en 2006 et 2007 (notamment par l'ascension des prix des denrées agricoles), la commercialisation des produits régionaux, le développement de nouveaux produits de niche et de créneau ainsi que les retombées des recherches effectuées à l'UQAT en lien avec le développement d'une filière bovine à valeur ajoutée.

L'industrie forestière en débâcle

Au cours des dernières années, le secteur forestier a été durement éprouvé par maints facteurs : bataille canado-américaine sur le bois d'œuvre, ralentissement économique aux États-Unis (notamment en ce qui a trait à l'activité résidentielle), diminution des possibilités de coupe et difficultés d'approvisionnement, hausse de la valeur du bois sur pied, appréciation de la devise canadienne, relèvement des prix de l'essence et du pétrole, coûts administratifs et de contrôle, baisse du prix des produits forestiers, repli de la demande pour le papier journal, intensification de la concurrence internationale, etc.

En Abitibi-Témiscamingue, quelque 300 entreprises gravitent dans l'industrie forestière et génèrent 6 800 emplois directs en 2006, ce qui représente 10 % de la main-d'œuvre totale régionale. À elle seule, l'exploitation forestière compte 2 500 emplois. Il s'agit d'environ 500 emplois de moins qu'en 2004. Les fermetures définitives ainsi que les arrêts fréquents de production de plusieurs usines de transformation ont occasionné une tendance à la baisse des emplois manufacturiers du bois. Selon l'Enquête sur la population active (EPA), on estime à 1 100 le nombre d'emplois manufacturiers en moins entre 2004 et 2006.

Néanmoins, le tiers des établissements et 60 % des emplois manufacturiers de la région relèvent de la forêt. En 2004, la valeur totale des livraisons de produits en bois s'élève à 840 M\$, ce qui représente 36 % des livraisons manufacturières de la région. Il s'agit d'une légère diminution (-1,3 %) par rapport à 2003. Quant aux immobilisations, le secteur

EN DEUX MOTS

Avec une baisse de régime appréhendée de l'activité économique aux États-Unis et une devise canadienne forte, l'économie régionale ne pourra plus se reposer autant que par le passé sur la fabrication de produits du bois et de papiers. Grâce à la forte demande et aux prix élevés des métaux, l'industrie minière soutiendra la croissance de l'emploi en Abitibi-Témiscamingue.

manufacturier des produits en bois a enregistré des gains en 2004 et 2005 pour totaliser 63 M\$, mais les données provisoires pour 2006 et 2007, anticipent une diminution avec respectivement 39,4 M\$ et 26,2 M\$.

À surveiller, la hausse de la devise canadienne et ses impacts sur la modernisation des usines et sur les marchés d'exportation, les difficultés d'approvisionnement, les signaux d'alarme des papetières ainsi que les plans de consolidation des entreprises forestières, qui laissent présager d'autres réductions de postes à court et moyen terme.

L'essor de l'industrie minière

L'économie de l'Abitibi-Témiscamingue bénéficie de la conjoncture mondiale favorable pour les métaux (cuivre, zinc, or et nickel). Entre 2002 et 2006, les prix des métaux ont plus que triplé. En octobre 2007, l'industrie minière de la région repose sur l'exploitation de six mines aurifères : Sigma-Lamaque, Kiena, Beaufor, LaRonde, Doyon et Mouska. De nouvelles mines seront en activité en 2008 : Goldex, Lapa et Lac Herbin. L'exploration et l'exploitation minière occupent 6 800 travailleurs, soit 10 % de tous les emplois de la région. L'industrie minière représenterait quelque 10 880 emplois directs et indirects, soit 16 % de la main-d'œuvre régionale. Il s'agit d'une tendance à la hausse puisque l'on évaluerait à environ 3 700 le nombre d'emplois directs et indirects s'étant ajoutés depuis 2004.

Afin de compenser le sous-investissement dans les activités minières jusqu'en 2002, les exploitants miniers d'ici poursuivent sur leur lancée avec des investissements en exploration et mise en valeur de 96,4 M\$ en 2006. Leurs efforts en exploration ont plus que doublé depuis 2003. Avec 381,9 M\$, les investissements miniers totaux ont augmenté de 14 % par rapport à 2005. Selon les plus récentes perspectives, les dépenses devraient augmenter en 2007. De fait, grâce au prix élevé des métaux, un nombre intéressant de projets miniers d'envergure procurera un soutien à la construction industrielle en 2007-2008.

La croissance de l'économie mondiale devant demeurer solide en 2008, tout particulièrement celle de la Chine, la consommation de métaux et minéraux devrait donc connaître une autre bonne année. À surveiller, les prix élevés des métaux qui favoriseront l'exploration et l'exploitation de nouveaux gisements, l'impact de la pénurie de main-d'œuvre sur la vitalité du secteur minier ainsi que les avancées liées à la recherche et au développement dont le créneau Techno-mines souterraines.

EN DEUX MOTS

Des projets d'investissements massifs dans les secteurs minier et hydroélectrique ainsi que d'importants chantiers d'infrastructures (santé, éducation, etc.) stimuleront l'économie régionale.

Un repli dans la construction

Dans la région, le secteur de la construction génère 2 700 emplois en 2006, ce qui représente 4 % de la main-d'œuvre. Les perspectives provisoires pour 2007 de la Commission de la construction du Québec (CCQ) prévoient pour l'Abitibi-Témiscamingue un volume de travail similaire à celui de 2006, soit un peu moins de 1,5 million d'heures travaillées. La construction résidentielle et le bâtiment industriel continueront à soutenir l'activité jusqu'au début de 2008. Pensons notamment aux grands chantiers miniers tels Goldex, Lapa et LaRonde II. La construction institutionnelle et commerciale a renoué avec la croissance dès le deuxième trimestre de 2007 et terminera avec un volume de travail total légèrement supérieur à celui de 2006. Ce secteur est aussi dans l'attente de grands chantiers prévus à moyen terme (Centre hospitalier Malartic, construction d'un pavillon universitaire à l'UQAT à Val-d'Or, etc.). De son côté, le secteur du génie civil et voirie verra son niveau d'activité décroître substantiellement, en raison du parachèvement des centrales électriques Rapide-Deux et Rapide-Sept. Toutefois, le volume de travail rapporté par les travailleurs provenant de la région devrait enregistrer une hausse significative grâce aux travaux liés au projet hydroélectrique Eastmain-1-A-Sarcelle-Rupert. Enfin, la CCQ prévoit une légère diminution du volume de travail réalisé sur les chantiers dans la région en 2008.

Bond de l'activité domiciliaire

Le bilan de la construction résidentielle de l'année 2007 est tout à fait exceptionnel en Abitibi-Témiscamingue. Déjà, les neuf premiers mois de 2007 recensent 204 mises en chantier, ce qui est plus élevé que pour la même période en 2006 (153), voire même pour l'ensemble de l'année 2006 (196). Un marché du travail solide, des taux hypothécaires peu élevés, une rareté de logements et de maisons sur le marché de la revente, l'acquisition de terrains et un contexte démographique moins défavorable peuvent expliquer la belle performance du marché de la construction résidentielle.

Le manufacturier mis en joue

Dans la région, la majorité des entreprises de fabrication se répartissent entre les produits du bois, les produits métalliques, la machinerie et l'alimentation. En 2006, le manufacturier emploie 6 000 travailleurs, ce qui représente 9 % de la main-d'œuvre régionale. Les emplois ont chuté de 3 % entre 2004 et 2006 (200 emplois). Par rapport à 2002, l'année précédant celle où la devise canadienne s'appréciait, la région dénombrait 6 900 emplois manufacturiers.

Bien que les faibles nombres et la volatilité des données ne nous permettent pas d'approfondir l'analyse, on relève des gains d'emplois dans les secteurs de la transformation alimentaire, des minéraux métalliques et non métalliques et des machines. À l'inverse, tel qu'illustré précédemment, le secteur manufacturier des produits du bois et papiers a durement été éprouvé entre 2004 et 2006. Selon Service Canada, le bilan de l'emploi manufacturier régional sera encore négatif entre 2007 et 2009 (-3 %) en raison notamment des perspectives peu favorables dans l'industrie forestière.

Continuellement à la baisse depuis 2003, les immobilisations du secteur secondaire sont estimées à 85 M\$ en 2006. Les fermetures prolongées des usines de sciage ne sont pas étrangères à la diminution des investissements. Les perspectives pour 2007 indiquent une légère hausse, attribuable aux dépenses en machines et équipements (8,6 %) plutôt que pour les dépenses en construction (-36,8 %). Les difficultés auxquelles sont confrontés les manufacturiers semblent ainsi limiter considérablement les projets de développement de nouvelles entreprises de fabrication à court terme. À l'inverse, ceux qui importent une part importante de leurs intrants pourraient tirer avantage d'un dollar fort, conjoncture qui pourrait les inciter à renouveler et à moderniser leur équipement, pourvu que leur situation financière le leur permette.

Quant à la valeur des biens fabriqués par les établissements manufacturiers de la région, elle a diminué de 1 % entre 2003 et 2004, pour totaliser plus de 2,3 milliards de dollars en 2004. Cette diminution est fortement attribuable à l'ascension vertigineuse du huard en 2003. Les conditions économiques et commerciales qui prévalent actuellement pour le secteur manufacturier demeureront bien présentes en 2008. La force du dollar canadien augmentera la pression sur les fabricants exportateurs.

EN DEUX MOTS

► **Le secteur manufacturier joue un rôle stratégique pour le développement régional, à la fois par ses investissements, le développement de produits à valeur ajoutée ainsi que son rayonnement sur les marchés extérieurs.**

► **Le marché régional reflète la dichotomie entre, d'une part, les entreprises manufacturières qui tirent avantage de la demande intérieure et mondiale (première transformation des métaux, machines, minéraux métalliques et non métalliques) et d'autre part, les secteurs exportateurs ou très exposés à la concurrence mondiale (manufacturiers des produits du bois, papier, etc.).**

► **L'appréciation de la devise canadienne créera, une fois de plus, un environnement difficile pour les secteurs exportateurs. Les marges de profits risquent de se contracter. Comme les États-Unis sont le principal pays de destination des exportations régionales (87 % de la valeur), la baisse de régime de l'économie américaine laisse présager peu de gains. À l'inverse, un dollar fort peut, par ailleurs, être favorable à la modernisation, facteur clé pour un positionnement sur les marchés.**

Une économie qui se tertiarise

La performance générale du secteur tertiaire se révèle évidente, particulièrement en ce qui regarde l'emploi et les investissements. Le secteur des services compte quelque 47 000 emplois en 2006 en Abitibi-Témiscamingue, ce qui représente 72 % de la main-d'œuvre. Ce secteur a enregistré un gain de 1 400 emplois entre 2004 et 2006. La tertiarisation de l'économie se fait sentir de manière un peu plus appuyée ici qu'au Québec.

Les services aux ménages est la composante la plus importante du secteur tertiaire en termes de nombre d'emplois (19 000). Entre 2004 et 2006, ils ont connu une baisse globale de 8 % des emplois, le commerce de détail et les autres services étant particulièrement touchés. Avec 18 100 emplois, la composante «services publics» a enregistré des gains de l'ordre de 1 % en 2006. Ceux-ci sont particulièrement visibles dans les secteurs de la santé et des services sociaux, de même qu'en enseignement. À l'inverse, les administrations et les services publics ont affiché des pertes. Enfin, avec 11 700 emplois, le tertiaire

EN DEUX MOTS

Dans la région, les gains du tertiaire moteur ont de quoi se réjouir puisqu'il s'agit d'un secteur d'activité dynamique, à forte valeur ajoutée, et qui opère de plus en plus dans un contexte de mondialisation, de progrès technologique et de concurrence.

moteur a connu des gains très intéressants, de l'ordre de 23 %. Les services professionnels, de la gestion d'entreprise, de la finance et du commerce de gros, qui en font partie, ont connu des avancées.

Le secteur tertiaire a investi quelque 259 M\$ dans l'économie régionale, ce qui représente 34 % des investissements totaux de la région en 2006. La diminution des investissements dans le secteur public (enseignement, administration publique, services publics, etc.) explique le recul des investissements dans le secteur des services (-4 %).

En complément

Bonne vitalité de l'emploi

Selon les perspectives de Service Canada, le marché du travail de l'Abitibi-Témiscamingue devrait connaître un taux de croissance relativement stable entre 2007-2009. Certains secteurs afficheront de bonnes perspectives, tels les mines, la construction, les services publics, la première transformation des métaux, les services professionnels, l'information, la culture et loisirs, l'hébergement et la restauration ainsi que la santé. À surveiller, les impacts du vieillissement des travailleurs dans un contexte de pénurie de la main-d'œuvre, les répercussions de la conjoncture dans l'industrie forestière ainsi que de l'impact de la hausse de la devise canadienne sur l'emploi manufacturier.

La revente se porte bien

La revente de maisons existantes n'a cessé de surprendre au cours des dernières années. Malgré une diminution du nombre de ventes, plus de 940 transactions ont été effectuées par l'entremise d'agents immobiliers, pour une valeur totale de 87,7 M\$ en 2006. La forte demande a occasionné une rareté de maisons à vendre, ce qui explique en partie l'appréciation de la valeur moyenne des résidences unifamiliales. Elle est de 90 396 \$ en 2006 par rapport à 81 300 \$ en 2002. Les récentes constructions viendront renflouer le parc immobilier et en maintiendront la valeur. À partir des données disponibles à ce jour, l'année 2007 s'annonce à l'image de 2006 : diminution des transactions et augmentation de la valeur des résidences.

Faillites : 2007 sera déterminante

Depuis 1999, le nombre de faillites personnelles dans la région est au-dessus de 400. Le sommet du nombre de faillites personnelles a été atteint en 2005, avec 479. Ce nombre chutait en 2006, pour atteindre 438. Quant aux faillites commerciales, leur nombre a été aussi peu élevé que 18 faillites en 2005 et 2006. Toutefois, déjà, pour les huit premiers mois de 2007, on compte 22 faillites commerciales. Le nombre de propositions est aussi à la hausse, tant chez les consommateurs que les entrepreneurs. Selon les données disponibles au moment de rédiger ce portrait, il semble bien que le nombre de faillites en 2007 surpassera celui de 2006, ressemblant davantage à celui de 2005. S'il n'y a pas de changement dans la situation forestière, et comme rien n'indique que cela va reprendre en 2008, le nombre d'entreprises indépendantes susceptibles de déposer un dossier d'insolvabilité pourrait être important.

Sources : Statistique Canada. Enquête sur la population active.
Institut de la statistique du Québec.

Service Canada, *Perspectives sectorielles et professionnelles pour l'Abitibi-Témiscamingue, 2007-2009*, 2007.

Société canadienne d'habitation et de logement.

Chambre immobilière de l'Abitibi-Témiscamingue.

L'Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue 170 avenue Principale, bureau 102, Rouyn-Noranda (Québec), J9X 4P7 Téléphone : (819) 762-0774 Télécopieur : (819) 797-0960 Courriel : observatoire@observat.qc.ca
Pour obtenir ce document, cliquez sur l'onglet Publications de notre site Internet : www.observat.qc.ca